

RCS : CARCASSONNE

Code greffe : 1101

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CARCASSONNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2014 B 00406

Numéro SIREN : 808 130 967

Nom ou dénomination : 1,2,3 SOLEIL

Ce dépôt a été enregistré le 27/08/2019 sous le numéro de dépôt 2639

Greffe du tribunal de commerce de CARCASSONNE



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 27/08/2019

Numéro de dépôt : 2019/2639

Déposant :

Nom/dénomination : 1,2,3 SOLEIL

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 808 130 967

N° gestion : 2014 B 00406



SC/2014 B.00406
1,2,3 SOLEIL
PLACE DES MARRONNIERS
11190 LUC-SUR-AUDE

Nos références : SC/2014 B 00406

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT

(Articles R.123-102 et R.123-111 du code de commerce)

Concernant la société

Société par actions simplifiée 1,2,3 SOLEIL

PLACE DES MARRONNIERS
11190 LUC-SUR-AUDE

SIREN : 808 130 967

N° de gestion : 2014¹B 00406

Le greffier soussigné constate le 27/08/2019 le dépôt, enregistré sous le numéro 2019/2639, des actes et pièces suivants :

- Les documents comptables sociaux de l'exercice clos le 31/12/2018

Récépissé délivré le 27/08/2019

Le greffier

Maître-Simon MAUREL



Maitre Simon MAUREL Greffier de tribunal de Commerce associé
SIREN : 323 981 209 R.C.S CARCASSONNE - N° TVA intracommunautaire : FR50323981209
IBAN : FR7610057190310001572280130



123 Soleil
SAS à capital variable
1 place des Marronniers
11 190 Luc-sur-Aude
RCS 808 130 967



Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 15 juin 2019

Le 15 juin 2019 à 10h, les associés de la société 123 Soleil, société par actions simplifiées au capital variable de 1000 euros, dont le siège social est situé au 1 place Marronniers, 11 190, Luc-sur-Aude, immatriculé au RCS de Carcassonne, sous le numéro SIREN 808 130 967, se sont réunis à Luc-sur-Aude, sur convocation qui leur a été adressé individuellement par lettre simple et voie dématérialisée entre le 29 et le 31 mai 2019. Il a été établi une feuille de présence, qui a été signée par les actionnaires présents, ainsi que par les représentants et les mandataires des actionnaires non présents. Et complétée de la présence des actionnaires ayant voté électroniquement

L'assemblée est présidée par Georges MOUNIER, président de la société. M Yves GAMBIER est désignée comme secrétaire de la séance et Jean-Claude PONS scrutateur.

Le président communique à l'assemblée la feuille de présence.

Le président constate que

- les associés présents possèdent 286 voix
- les associés représentés possèdent 55 voix
- les 81 associés ayant voté par correspondance par moyen électronique possèdent 878 voix

Ainsi les associés possèdent 1219 actions sur le total de 2 750 actions composant le capital.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Monsieur le président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- les pouvoirs des associés représentés par des mandataires ainsi que les formulaires de vote par correspondance,
- les copies des lettres de convocation,
- l'inventaire des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos le 30 juin 2018,
- le rapport de gestion du président,
- le texte des résolutions proposées.

Puis le président déclare que l'inventaire, les comptes annuels, le rapport de gestion du président, la liste des associés, le rapport spécial du Président, le texte des résolutions proposées ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée.

Il précise en outre que le droit de communication prévu par les statuts a été respecté.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur le président rappelle que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

A caractère ordinaire :

- approbation des comptes
- affectation des résultats
- élection du conseil de gestion
- pouvoirs pour formalités



Monsieur le président donne lecture du rapport de gestion.

Il est rappelé, par le président, que les dividendes peuvent être taxés à la source au taux de 12,8 % dans le cas de l'option pour le prélèvement forfaitaire unique de 30%. L'option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu peut être maintenue, après abattement de 40 %.

Le président précise que le prélèvement à la source sur les dividendes pourra être exonéré si le revenu fiscal de référence de l'associé, de l'avant-dernière année, est inférieur à 50.000 € (associé célibataire) ou 75.000 € (en cas d'imposition commune avec le conjoint). La demande d'exonération est à adresser chaque année à Enerfip avant le 30 Novembre pour les revenus de l'année suivante.

En outre, la société versera un dividende amputé de 17,2 % au titre des prélèvements sociaux pour tous les résidents fiscaux français.

Enfin il déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, Monsieur le président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

RESOLUTIONS DU RESSORT DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION – Approbation des comptes

L'assemblée des associés approuve le rapport de gestion de la présidence/gérance et les comptes de l'exercice clos le 31.12.18, et donne à la présidence/gérance quitus de sa gestion.

Le résultat du vote par correspondance est le suivant :

- **Voix pour : 861**
- **Voix contre : 5**
- **Abstention : 12**

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés :

- **Voix pour : 341**
- **Voix contre : 0**
- **Abstention : 0**

En conséquence cette résolution est adoptée par 1202 voix pour, 5 voix contre et 12 abstentions sur 2 750 voix.

DEUXIEME RESOLUTION – Affectation du résultat

L'assemblée générale approuve la proposition d'affectation du résultat qui lui a été présentée.

Le résultat de l'exercice 2018 est affecté comme suit

- **Solder le report à nouveau négatif de l'exercice 2017, soit -3 299 €.**



- Affecter 5% du résultat à un compte de réserve, soit 4 924,70 €.
- Affecter la somme de 8 250 € au versement d'un dividende de 3% du montant des parts détenues par les associés.
- Reporter à nouveau la somme de 85 319 € sur l'exercice 2019.

Le résultat du vote par correspondance est le suivant :

- Voix pour : 821
- Voix contre : 0
- Abstention : 57

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés :

- Voix pour : 341
- Voix contre : 0
- Abstention : 0

En conséquence cette résolution est adoptée par 1162 voix pour, 0 voix contre et 57 abstentions sur 2 750 voix.

TROISIEME RESOLUTION - Election des membres du Conseil de gestion

La SAS 123 Soleil est gérée et administrée par un Conseil de gestion composé par des personnes physiques ou morales, associées ou non associées, élues lors de l'Assemblée générale à la majorité simple.

Ce conseil de gestion comprend au minimum deux membres et au maximum 12 membres. Le mandat des membres est de deux ans, renouvelable. A l'exception de Mme Mirelle Colombet, de Mme Edith Blanquet démissionnaires et de M. Jean-Jacques Pelé, tous les membres actuels sont en fin de mandat.

Les membres suivants renouvellent leur candidature.

M. Teun Vogel
M. Yves Gambier
M. Gérard Chauvet
M. Georges Mounier
M. Eric Ciappara
M. Benoît Praderie
M. Jean-Claude Pons

L'assemblée générale approuve le mandat des sept candidats précédemment listés.

Le résultat du vote par correspondance est le suivant :

- Voix pour : 843
- Voix contre : 0
- Abstention : 35

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à par les associés présents ou représentés :

- Voix pour : 340
- Voix contre : 0
- Abstention : 1



En conséquence cette résolution est adoptée par 1183 voix pour, 0 voix contre et 36 abstention sur 2 750 voix.

DERNIERE RESOLUTION – Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au Président pour effectuer ou faire effectuer les formalités de publicité afférentes aux décisions ci-dessus adoptées.

Le résultat du vote par correspondance est le suivant :

- **Voix pour : 846**
- **Voix contre : 20**
- **Abstention : 12**

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés :

- **Voix pour : 341**
- **Voix contre : 0**
- **Abstention : 0**

En conséquence cette résolution est adoptée par 1187 voix pour, 20 voix contre et 12 abstentions sur 2 750 voix.

De tout ce qui précède il a été établi le présent procès-verbal qui a été signé, conformément à l'article 18.10 des statuts, par Georges MOUNIER (Président), Yves GAMBIER (secrétaire e séance) et Jean-Claude PONS (scrutateur) pour servir et valoir ce que de droit.

Signatures

Georges MOUNIER
Président

Yves GAMBIER
Secrétaire de séance

Jean-Claude PONS
Scrutateur



123 soleil
SAS à capital variable 1000 €
Immatriculée au RCS de Carcassonne SIREN 808 130 967
Siège social : 1 place des marronniers 11 190 Luc-sur-Aude



Liasse fiscale



Désignation de l'entreprise 1.2.3 SOLEIL SAS				Néant <input type="checkbox"/> *			
Adresse de l'entreprise Place des Maronniers 11190 LUC SUR AUDE							
SIRET 8 0 8 1 3 0 9 6 7 0 0 0 3 3							
Durée de l'exercice en nombre de mois* 1 2				Durée de l'exercice précédent* 1 2			
				Exercice N clos le 13/11/2018			
ACTIF							
				Brut 1	Amortissements-Provisions 2		
				Net 3			
ACTIF IMMOBILISE	Immobilitisations incorporelles	Fonds commercial*	010		012		
		Autres*	014	16 483	016	3 810	12 674
	Immobilitisations corporelles*		028	330 479	030	18 012	312 467
	Immobilitisations financieres* (1)		040	900	042		900
	Total I (5)		044	347 862	048	21 822	326 041
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements, en cours de production*	050	1 564	052		1 564
		Marchandises*	060		062		
	Avances et acomptes versés sur commandes		064		066		
	Créances (2)	Clients et comptes rattachés*	068	24 825	070		24 825
		Autres* (3)	072	1 393	074		1 393
	Valeurs mobilières de placement		080		082		
	Disponibilités		084	29 818	086		29 818
	Charges constatées d'avance*		092	1 421	094		1 421
Total II		096	59 021	098		59 021	
Total général (I + II)		110	406 883	112	21 822	385 062	
PASSIF							
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel*			120		275 000	
	Écarts de réévaluation			124			
	Réserve légale			126			
	Réserves réglementées*			130			
	Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants*)			131			
	Report à nouveau			134		(3 299)	
	Résultat de l'exercice			136		101 793	
	Provisions réglementées			140			
Total I			142		373 494		
Provisions pour risques et charges			Total II		154		
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées			156		7	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			164			
	Fournisseurs et comptes rattachés*			166		1 496	
	Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N :)			169	9 517	10 065	
	Produits constatés d'avance			174			
Total III			176		11 568		
Total général (I + II + III)			180		385 062		
REVENUS	(1) Dont immobilisations financieres à moins d'un an	193		(4) Dont dettes à plus d'un an	195		
	(2) Dont créances à plus d'un an	197		(5) Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice*	182	35 894	
	(3) Dont compte courant d'associés débiteurs	199		Prix de vente hors TVA des immobilisations cédées au cours de l'exercice*	184		

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT-SD

Formulaire obligatoire (article 302 septies A bis du Code général des impôts)		Désignation de l'entreprise 1.2.3 SOLEIL SAS		Néant <input type="checkbox"/>		Exercice N clos le	
A - RÉSULTAT COMPTABLE		Formulaire déposé au titre de l'IR		018		3 1 1 1 2 2 10 1 18 1	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*			209		210	
	Production vendue	Biens	dont export et livraisons intracommunautaires	215		214	31 893
		Services*		217		218	4 171
	Production stockée*	(Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production)				222	968
	Production immobilisée*					224	
	Subventions d'exploitation reçues					226	
CHARGES D'EXPLOITATION	Autres produits					230	
	Total des produits d'exploitation hors TVA (I)					232	37 032
	Achats de marchandises* (y compris droits de douane)					234	
	Variation de stocks (marchandises)*					236	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements* (y compris droits de douane)					238	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					240	
	Autres charges externes* :	(dont crédit bail : - mobilier - immobilier -)			242	10 393	
	Impôts, taxes et versements assimilés	(dont taxe professionnelle CFE et CVAE*)	243		244		
	Rémunérations du personnel*				250	2 372	
	Charges sociales (cf. renvoi 380)				252	525	
Dotations aux amortissements*				254	20 984		
Dotations aux provisions				256			
Autres charges	{	dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger*	259		262	1	
		dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles	260				
Total des charges d'exploitation (II)					264	34 275	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)					270	2 757	
Produits financiers (III)		280		Charges financières (V)		294	774
Produits exceptionnels (IV)						290	100 000
Charges exceptionnelles (VI)	{	dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	347		}	300	190
		dont amortissements exceptionnels de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	348				
Impôt sur les bénéfices* (VII)						306	
2 - BÉNÉFICES OU PERTES : Produits (I + III + IV) - Charges (II + V + VI + VII)					310	101 793	
B - RÉSULTAT FISCAL		Reporter le bénéfice comptable col. 1, le déficit comptable col. 2		312	101 793	314	
Réintégrations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*			316			
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles			318			
	Provisions non déductibles*			322			
	Impôts et taxes non déductibles* (cf page 7 de la notice 2033-NOT-SD)			324			
	Divers*, dont intérêts exonérés des cotisations d'associés	247		écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM*	248	330	
	Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit-bail immobilier et de levée d'option		(Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D))	249		251	
	Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime			998			
	Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime			999			
Déductions	Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime					997	
	Entreprises nouvelles (44. sexies)	986	101 651	ZFU-TE (44. octies et octies A)	987		342 101 651
	Reprise d'entreprises en difficulté (44. septies)	981		JEI (44. sexies A)	989		
	ZRD (44. terdecies)	127		ZRR (44. quindécies)	138		
	Bassins d'emploi à redynamiser (art. 44 duodécies)	991		Pôles de compétitivité hors CICE (art. 44. undécies)	990		
	ZFA (44. quaterdecies)	345		Investissements outre-mer	344		
	Bassins urbains à dynamiser - BUD (art. 44 sexdecies)				992		
Droit divers	Créance due au report en arrière du déficit			346		350 142	
	Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies)			655			
RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS					Bénéfices col. 1	352	354
Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière*			356			
	Déficits antérieurs reportables *		3 299	dont imputés sur le résultat :		360	
RÉSULTAT FISCAL APRÈS IMPUTATION DES DÉFICITS					Bénéfices col. 1	370	0 372
					Déficit col. 2		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-NOT-SD.



③

IMMOBILISATIONS - AMORTISSEMENTS - PLUS-VALUES - MOINS-VALUES

DGFIP N° 2033-C-SD 2019

Formulaire obligatoire (article 302 Septies
A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise: 1.2.3 SOLEIL SAS

Néant ☐ *

I	IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale *
ACTIF IMMOBILISÉ										Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	Fonds commercial	400		402		404		406		
	Autres	410	8 100	412	8 383	414		416	16 483	
Immobilisations corporelles	Terrains	420		422		424		426		
	Constructions	430		432		434		436		
	Installations techniques matériel et outillage industriels	440	25 545	442	1 700	444		446	27 245	
	Installations générales, agencements divers	450	277 424	452	25 810	454		456	303 234	
	Matériel de transport	460		462		464		466		
	Autres immobilisations corporelles	470		472		474		476		
Immobilisations financières		480	900	482		484		486	900	
TOTAL		490	311 969	492	35 893	494		496	347 862	
II	AMORTISSEMENTS	Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations: dotations de l'exercice		Diminutions: amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice		
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES										
Immobilisations incorporelles		500	120	502	3 690	504		506	3 810	
Immobilisations corporelles	Terrains	510		512		514		516		
	Constructions	520		522		524		526		
	Installations techniques matériel et outillage industriels	530	227	532	5 294	534		536	5 521	
	Installations générales, agencements, aménagements divers	540	491	542	12 000	544		546	12 491	
	Matériel de transport	550		552		554		556		
	Autres immobilisations corporelles	560		562		564		566		
TOTAL		570	838	572	20 984	574		576	21 822	
III	PLUS-VALUES, MOINS-VALUES	(19 %, 15 % et 0 % pour les entreprises à l'IS, 12,8 % pour les entreprises à l'IR) (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)								
Nature des immobilisations cédées vides de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé y compris les produits de la propriété industrielle.	1	2	3	4	5					
	6	7	8	9	10					
Immobilisation	Valeur d'actif*	Amortissements*	Valeur résiduelle	Prix de cession*	Plus ou moins-values					
					Court terme*	Long terme				
	①	②	③	④	⑤	19 % ⑥	15 % ou 12,8 % ⑦	0 % ⑧		
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
TOTAL	578	580	582	584	586	581	587	589		
Plus-values taxables à 19% (1)		579		Régularisations	590	583	594	595		
Résultat net de la cession et de la sous-cession de licences d'exploitation de droits de la propriété industrielle bénéficiant du régime des plus-values à long terme (CGI art 39 terdecies).						591				
TOTAL					596	585	597	599		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-NOT-SD

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19% en application des articles 238 bis JA, 210 F et 208 C du CGI. Joindre un état établi selon le même modèle, indiquant les modalités de calcul de ces plus-values.



**RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES -
DÉFICITS REPORTABLES - DIVERS**

Désignation de l'entreprise : 1.2.3 SOLETT SAS										Néant <input type="checkbox"/> *	
I RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES											
A NATURE DES PROVISIONS			Montant au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice		
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	600		602		604		606			
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	601		603		605		607			
	Autres provisions réglementées*	610		612		614		616			
Provisions pour risques et charges		620		622		624		626			
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	630		632		634		636			
	Sur stocks et en cours	640		642		644		646			
	Sur clients et comptes rattachés	650		652		654		656			
	Autres provisions pour dépréciation	660		662		664		666			
TOTAL		680		682		684		686			
B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES À PAYER NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT (Si le cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)						
	Dotations		Reprises								
Immob. incorporelles	700		705		1 Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes						
Terrains	710		715		2						
Constructions	720		725		3						
Inst. techniques mat. et outillage	730		735		4						
Inst. générales, agencements amén. div.	740		745		5						
Matériel de transport	750		755		6						
Autres immobilisations corporelles	760		765		7						
TOTAL	770		775		TOTAL à reporter ligne 322 du tableau n° 2033-B-SD 780						
II DÉFICITS REPORTABLES				III DÉFICITS PROVENANT DE L'APPLICATION DU 209C							
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)			982	3 299	Résultat déficitaire relevant de l'article 209C du CGI				995		
Déficits imputés			983		Déficits étrangers des PME antérieurement déduits (article 209C du CGI)				996		
Déficits reportables			984	3 299							
Déficits de l'exercice			860								
Total des déficits restant à reporter			870	3 299							
VI DIVERS											
Primes et cotisations complémentaires facultatives									381		
Cotisations personnelles obligatoire de l'exploitant *									380		
N° du centre de gestion agréé									388		
Montant de la TVA collectée									374		
Montant de la TVA déductible sur biens et services (sauf immobilisations)									378	1 082	
Montant des prélèvements personnels de l'exploitant									399		
Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice									398		
Montant de l'investissement qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI									397		

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne 870 du tableau 2033D déposé au titre de l'exercice précédent.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n°2033-NOT-SD.

DETERMINATION DES EFFECTIFS ET DE LA VALEUR AJOUTEE

DGFIP N° 2033-E-SD 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A
du code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : 1.2.3 SOLKIT, SAS		Exercice ouvert le : 01/01/2018		et clos le : 31/12/2018		Données en nombre de mois : <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr> <td>1</td> <td>2</td> </tr> </table>		1	2
1	2								
Effectif moyen du personnel * : 2									
dont apprentis		dont handicapés		Effectifs affectés à l'activité artisanale		861			
						651			
						657			
						376			
DECLARATION DES EFFECTIFS									
I- Chiffre d'affaires de référence CVAE									
Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises									
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilées									
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante									
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges									
TOTAL 1		106							
II- Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée									
Autres produits de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)									
115									
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation									
143									
Subventions d'exploitation reçues									
113									
Variation positive des stocks									
111									
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée									
116									
Reprises sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation									
153									
TOTAL 2		144							
III- Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée (1)									
Achats									
121									
Variation négative des stocks									
145									
Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances									
125									
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois									
146									
Taxes déductibles de la valeur ajoutée									
133									
Autres charges de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)									
148									
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférentes à la production immobilisée déclarée									
128									
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois									
135									
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante									
150									
TOTAL 3		152							
IV- Valeur ajoutée produite									
Calcul de la valeur ajoutée									
(total 1 + total 2 - total 3)									
137									
V- Cotation sur la valeur ajoutée des entreprises									
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les formulaires nos 1330-CVAE-SD pour les multi-établissements et sur les formulaires n° 1329-AC et 1329-DEF)									
117									
Cadre réservé au mono-établissement au sens de la CVAE									
Si vous êtes assujettis à la CVAE et mono-établissement au sens de la CVAE (cf. la notice du formulaire n° 1330-CVAE-SD), veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case 117, vous serez alors dispensés du dépôt du formulaire n° 1330-CVAE-SD									
Mono établissement au sens de la CVAE, cocher la case									
020									
Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne 106)				022					
Chiffre d'affaires du groupe économique (entreprises répondant aux conditions de détermination fixées à l'article 223 A du CGI)				026					
Période de référence									
024									
Date de cessation									

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 148 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférentes à la production immobilière déclarée ligne 143, portées en ligne 128.
 * Des explications concernant ces cases sont données dans la notice n° 1330-CVAE-SD § Répartition des salariés et dans la notice n° 2033-NOT-SD au § déclaration des effectifs.



Page 12 sur 23

6 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

DGFIP N° 2033-F-SD 2019

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

1 1 (1)

Néant ☐ *

Exercice clos le 3 1 1 2 2 0 1 8

SIREN 8 0 8 1 3 0 9 6 7

Dénomination de l'entreprise 1.2.3 SOLEIL SAS

Adresse (voie) Place des Marronniers

Code postal 11190 Ville LUC SUR AUDE

NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES DE L'ENTREPRISE	901	1	NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	902	50
NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES DE L'ENTREPRISE	903	1	NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	904	2700

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) M Nom patronymique SOUSCRIPTEURS INDIVIDUELS Prénom(s)

Nom marital SOUSCRIPTEURS INDIVIDUELS % de détention 98,18 Nb de parts ou actions 2700.00

Naissance : Date N° Département Commune Pays FRANCE

Adresse : N° Voie Place des Marronniers

Code Postal 11190 Commune LUC SUR AUDE Pays FRANCE

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroté chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M. pour Monsieur, MME pour Madame.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT-SD.



7

FILIALES ET PARTICIPATIONS

DGFIP N° 2033-G-SD 2019

1 1 (1)

Néant ☒ *

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

Exercice clos le 3 1 1 2 2 0 1 8

SIREN 8 0 8 1 3 0 9 6 7

Dénomination de l'entreprise 1.2.3 SOLEIL SAS

Adresse (voie) Place des Maronniers

Code postal 11190 Ville LUC SUR AUDE

I - NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE : 905

Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse : N°	Voie	Code Postal	Commune
		Pays	
Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse : N°	Voie	Code Postal	Commune
		Pays	
Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse : N°	Voie	Code Postal	Commune
		Pays	
Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse : N°	Voie	Code Postal	Commune
		Pays	
Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse : N°	Voie	Code Postal	Commune
		Pays	
Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse : N°	Voie	Code Postal	Commune
		Pays	
Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse : N°	Voie	Code Postal	Commune
		Pays	
Forme juridique	Dénomination	N° SIREN (si société établie en France)	% de détention
Adresse : N°	Voie	Code Postal	Commune
		Pays	

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice 2033-NOT-SD.

N° 2033-G-SD Janvier 2019 Editions Informatiques Comptables



N° 2033-B Editions Informatiques Comptables



N° 15252+05



DGRFP N° 2069-RCI-SD 2019

REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOT

Le formulaire récapitulatif des réductions et crédits d'impôt doit être transmis obligatoirement par voie électronique.

Formulaire
obligatoire

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018 ou Année :									
Dénomination de l'entreprise : 1.2.3 SOLIEL SAS									
SIREN de l'entreprise									
Régime de l'intégration fiscale (article 223 A du CGI) : la société mère du groupe doit souscrire le formulaire n°2069-RCI-SD pour chacune des sociétés du groupe y compris sa propre déclaration (article 49 septies Q de l'annexe III au CGI)									
Si vous êtes la société mère, cocher la case ci-contre									
Dans ce cas, indiquer la dénomination, adresse et SIREN de la société du groupe pour laquelle les réductions et crédits d'impôt sont déclarés (y compris pour les crédits et réductions d'impôt de la société mère)									
Dénomination et adresse :									
SIREN									

I - REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOT NE DONNANT PAS LIEU AU DEPOT D'UNE DECLARATION SPECIALE (1)

CREANCES NON REPORTABLES ET NON RESTITUABLES	
Réduction d'impôt pour mise à disposition d'une flotte de vélos (article 220 undecies A du CGI)	
CREANCES REPORTABLES	
Réduction d'impôt en faveur du mécénat	

Dont montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.	
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Montant total [ligne 1 x 6 %] + [ligne 2 x 9 %] + [ligne 3 x 6 %] + [ligne 4 x 9 %] x 10/90 + ligne 5)	
dont crédit d'impôt relatif aux rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM	
dont montant préfinancé	

Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2,5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt hors rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM	
Montant des rémunérations (hors DOM) éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévues à l'article L. 3141-30 du code du travail	
Montant des rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévues à l'article L. 3141-30 du code du travail	
Montant des rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévues à l'article L. 3141-30 du code du travail	
Quota-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés	

CREANCES NON REPORTABLES ET RESTITUABLES AU TITRE DE L'EXERCICE OU DE L'ANNEE

Crédit d'impôt formation des dirigeants d'entreprise	
Crédit d'impôt pour le rachat d'une entreprise par ses salariés	
Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	

(1) Les déclarations spéciales des réductions et crédits d'impôt figurant au 1 ont été supprimées. Le formulaire n° 2069-RCI-SD constitue le seul support déclaratif de ces réductions et crédits d'impôt.

(2) Taux général de 6 % et taux de 9 % pour les rémunérations versées en 2018 à des salariés affectés à des exploitations situées dans les départements d'Outre-mer (DOM).

Crédit d'impôt en faveur des maîtres restaurateurs	
Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres cinématographiques (article 220 <i>sexies</i> du CGI)	
Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres audiovisuelles (article 220 <i>quaterdecies</i> du CGI)	
Crédit d'impôt pour dépenses de production de films et d'oeuvres audiovisuelles étrangers (article 220 <i>quaterdecies</i> du CGI)	
Crédit d'impôt en faveur des entreprises de spectacles vivants musicaux ou de variétés (article 220 <i>quindecies</i> du CGI)	
II – CRÉDITS D'IMPÔT AVEC DÉPÔT OBLIGATOIRE D'UNE DÉCLARATION SPÉCIALE (3)	
CRÉANCES NON REPORTABLES ET NON RESTITUABLES	
Crédits d'impôt afférents aux valeurs mobilières	
CRÉANCES REPORTABLES	
Crédit d'impôt pour investissement en Corse	
Crédit d'impôt en faveur de la recherche	
dont montant du crédit d'impôt pour les dépenses exposées dans des exploitations situées dans les DOM	
CRÉANCES NON REPORTABLES ET RESTITUABLES AU TITRE DE L'EXERCICE OU DE L'ANNÉE	
Crédit d'impôt famille	
Crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété	
Crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique	
Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres phonographiques	
Crédit d'impôt en faveur des métiers d'art	
Crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo	
Crédit d'impôt sur les avances remboursables pour travaux d'amélioration de la performance énergétique	
Crédit d'impôt prêt à taux zéro renforcé	
Crédit d'impôt en faveur du remplacement temporaire de l'exploitant agricole	
Crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur productif	
Crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur du logement social	

(3) Les crédits d'impôt figurant au II doivent faire l'objet d'une déclaration spéciale distincte du formulaire n° 2069-RCI-SD.

NOUVEAUTÉS

- Le crédit d'impôt pour les dépenses de prospection commerciale prévu à l'article 244 quater H du CGI est supprimé à compter du 1er janvier 2018 (article 94 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018).
- Le crédit d'impôt en faveur des entreprises ayant conclu un accord d'intéressement prévu à l'article 244 quater T du CGI ne s'applique plus pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.
- Le taux du CICE passe de 7 % à 6 % pour les rémunérations versées en 2018 (article 244 quater C du CGI). Le taux reste à 9 % pour les rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les départements d'Outre-mer (DOM).

RAPPELS

Depuis le 1er janvier 2018, le formulaire n° 2069-RCI-SD doit être souscrit obligatoirement par voie électronique (article 1649 quater B quater du CGI modifié par la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016).

INFORMATIONS

Certaines données du formulaire sont susceptibles d'être transmises à la Commission européenne dans le cadre de la transparence des aides d'État :

- case "dont crédit d'impôt relatif aux rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM" (CICE à taux majoré dans les DOM prévu à l'article 244 quater C du CGI);
- case "dont crédit d'impôt pour les dépenses exposées dans des exploitations situées dans les DOM" (article 244 quater B du CGI);
- case "crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur productif" (article 244 quater W du CGI)



[Signature]

Dénomination **1.2.3 SOLEIL SAS**
 Adresse **Place des Marronniers
 11190 LUC SUR AUDE**

Le formulaire 2572 est dédié à la liquidation de l'impôt sur les sociétés et des contributions assimilées : paiement du solde ou constatation d'un excédent d'impôt les demandes de remboursement de crédits d'impôt doivent figurer obligatoirement sur le formulaire 2573.

NOUVEAUTES
 - Suppression du crédit d'impôt pour prospection commerciale (EXP) et du crédit d'impôt pour intéressement (CAI) pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018
 - Suppression de la contribution exceptionnelle sur l'IS et de la contribution exceptionnelle pour les exercices clos à compter du 31 décembre 2018

SIREN **808130967** Exercice social du : **01/01/18** au : **31/12/18**

I - IS Brut	Base	Taux	Montant
I-A – Impôt sur les Sociétés dû au titre de l'exercice			
I-A01 Impôt sur les sociétés (au taux normal à 33,1/3 %)		33,1/3%	
I-A02 Impôt sur les sociétés (au taux normal à 28 %)		28,00%	
I-A03 Impôt sur les sociétés (au taux réduit)		15,00%	
I-A04 Impôt sur les plus-values nettes			
I-A05 Autre impôt à taux particulier			
I-A06			
Total IS Brut			15

II - Créances	Montant
II-A – Créances non reportables et non restituables	
IMPORTANT : Les montants des créances du II-A doivent être portés pour le montant total.	
II-A01 Crédits d'impôts sur valeurs mobilières imputable sur l'IS	16
II-A02 Crédits d'impôt étrangers, autres que sur valeurs mobilières imputables sur l'IS	17
II-A03 VEL - Réduction d'impôt pour mise à disposition d'une flotte de vélos	18
II-A04 Nouvelles créances non répertoriées ci-dessus	44
Sous total (total des lignes II-A01 à II-A04)	
II-A06 IS dû après imputation des créances non reportables et non restituables dans la limite de l'impôt dû (I-A06 – II-A05)	0

II-B – Créances reportables (au titre de l'exercice pour le montant total et solde des créances reportables des exercices antérieurs)
IMPORTANT : Les montants des créances de N du II-B doivent être portés pour le montant total. Celui des années antérieures ne doit comporter que le solde restant à imputer

Créances reportables et non restituables			
II-B01 MEC - Réduction d'impôt au titre du mécénat au titre de N (dont UE ou EEE 40)	35		
II-B02 MEC - solde de créance des exercices antérieurs (Exercices N-5 à N-1)			
Créances reportables et restituables			
II-B03 CIC - Crédit d'impôt compétitivité emploi - Année N (montant du préfinancement 65)	64	142	
II-B04 CIC - Uniquement exercices > 12 mois - Année N-1 (montant du préfinancement)			
II-B05 CIC - solde de créance des exercices antérieurs (Exercices N-3 à N-1)			
II-B06 COR - Crédit d'impôt pour investissement en CORSE au titre N	33		
II-B07 COR - solde de créance des exercices antérieurs (Exercices N-10 à N-1)			
II-B08 RAD - Report en arrière de déficits au titre de N	34		
II-B09 RAD - solde de créance des exercices antérieurs (Exercices N-5 à N-1)			
II-B10 CIR - Crédit impôt recherche au titre de N	31		
II-B11 CIR - solde de créance des exercices antérieurs (Exercices N-3 à N-1)			
II-B12 Nouvelles créances non répertoriées de N	50		
II-B13 Type de créance portée dans la ligne II-B12			
II-B14 Sous total (total II-B01 à II-B12 sauf la ligne II-B08 et moins les données préfinancement dans la limite de la créance définitive)		142	
II-B15 IS dû après imputation des créances reportables dans la limite de l'impôt dû (II-A06 – II-B14)			0

II-C – Créances non reportables et restituables au titre de l'exercice			
IMPORTANT : Les montants des créances du II-C doivent être portés pour le montant total.			
II-C01 FOR - Crédit d'impôt formation des dirigeants d'entreprise	22		
II-C02 RAC - Crédit pour le rachat d'une entreprise par ses salariés	23		
II-C03 FAM - Crédit d'impôt famille	24		
II-C04 CIN - Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres cinématographiques	25		
II-C05 APR - Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	26		
II-C06 PTZ - Crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété	30		
II-C07 BIO - Crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique	45		
II-C08 PHO - Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres phonographiques	48		
II-C09 MAI - Crédit d'impôt en faveur des maîtres restaurateurs	52		
II-C10 AUD - Crédit d'impôt pour dépenses de productions d'oeuvres audiovisuelles	53		
II-C11 ART - Crédit d'impôt en faveur des métiers d'art	56		
II-C12 CJV - Crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo	58		
II-C13 CPE - Crédit d'impôt sur les avances remboursables pour travaux d'amélioration de la performance énergétique	60		
II-C14 CCI - Crédit d'impôt cinéma international	61		
II-C15 PTR - Crédit d'impôt prêt à taux 0 renforcé PTZ+	62		



II-C16 CHO - Crédit d'impôt outre mer Productif		67	(montant du préfinancement)
II-C17 CCL - Crédit d'impôt outre mer Logement		68	(montant du préfinancement)
II-C18 CSV - Crédit d'impôt spectacle vivant		70	
II-C19 Nouvelles créances non répercutées ci-dessus		49	
II-C20 Type de créance portée dans la ligne II-C19			
II-C21 Sous total (total des lignes II-C01 à II-C19 moins les données préfinancement dans la limite de la créance définitive)			
II-C22 IS dû après imputation des créances non reportables et restituables dans la limite de l'impôt dû (II-B14 - II-C21)			0
II-D - Acompte de l'exercice			
II-D01 Versements effectués (acomptes et/ou soldes) moins remboursements déjà obtenus			69
II-D02 LIS à payer (lignes II-C22 - ligne II-D01 - ligne II-C22) est reporté en case 06			
II-E - Données utiles au calcul des acomptes de l'exercice suivant			
II-E01 Montant d'impôt excédent du calcul des acomptes IS			38
III - Montant de la contribution sociale sur l'IS (CSB - art. 235 ter ZC)			
III-A01 Montant de la CSB sur l'IS			
III-A02 Crédits d'impôt étrangers, autres que sur valeurs mobilières		36	
III-A03 Montant de la Contribution Sociale sur l'IS due au titre de l'exercice (Ligne III-A01 - III-A02)		19	
III-A04 Versements effectués (acomptes et/ou soldes) moins remboursements déjà obtenus			0
III-A05 Le solde de CSB à payer (Ligne III-A03 - Ligne III-A04) est reporté en Ligne 03 - L'excédent de CSB (Ligne III-A04 - Ligne III-A03) est reporté en Ligne 08			
IV - Montant de la contribution annuelle sur les revenus localisés (CRL)			
IV-A01 Montant du chiffre d'affaire soumis à la contribution annuelle sur les Revenus Localisés			
IV-A02 Montant de la contribution annuelle sur les Revenus Localisés (Ligne IV-A01 x 2,5 %)			37
IV-A03 Versements effectués (acomptes et/ou soldes) moins remboursements déjà obtenus			
IV-A04 Le solde de CRL à payer (Ligne IV-A02 - Ligne IV-A03) est reporté en Ligne 04 - L'excédent de CRL (Ligne IV-A03 - Ligne IV-A02) est reporté en Ligne 09			
RECAPITULATIF DES ELEMENTS DECLARES D'IS ET DES CONTRIBUTIONS ASSIMILEES			
Impôt sur les Sociétés		01	0
Contribution Sociale		03	0
Contribution sur les Revenus Localisés		04	0
Total		05	0
Montant à payer (case 05 - case 10) :		11	0
ou montant total de l'excédent (case 10 - case 05) :		12	0
Utilisation des excédents d'IS et des contributions assimilées			
Montant de l'excédent imputé sur le premier acompte de l'exercice suivant		13	
Demande d'imputation sur échéance IEF (impôt ou taxe réglé par cette modalité)			
Contribution visée			
Date limite de paiement			
(Vous pouvez choisir une imputation sur les taxes et impôts suivants : TVA, TS, FPC, PEEC, TA)			
Remboursement d'excédent de versement demandé (case 12 - case 13 - Montant à imputer IEF)		14	
PAIEMENT, DATE ET SIGNATURE DU REDEVABLE			
Date :			
Chèque			
Virement			
Téléphone			
Télépaiement			
Le télépaiement est obligatoire quelque soit le chiffre d'affaires de votre entreprise. Une pénalité de 0,2 % sera appliquée (article 1738 du CGI)			
Paiement du relié de solde par « imputation ». Si vous souhaitez utiliser un trop versé d'une autre taxe pour acquitter le montant d'IS et des contributions assimilées complétez les cases ci-dessous (TVA, TS, TVS).			
Contribution visée			
Date limite de paiement			
Montant à imputer			
CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION			
Somme			
Date			
N° d'opération :			
Date de réception :			
Les dispositions de l'article 39 et 40 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux bases, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissant les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.			



DENOMINATION
1.2.3 SOLEIL SAS

Adresse

Place des Marronniers
11190 LUC SUR AUDE

Nom et adresse personnelle de l'exploitant
(pour les entreprises individuelles)

SIREN **8 0 8 1 3 0 9 6 7**

Société bénéficiant du régime de l'intégration fiscale ☐

I - Demande de remboursement de créances

	Nature de la créance	Année d'origine de la créance	Montant de l'intérêt légal (uniquement dans le cadre du report en arrière de déficit)	Montant du remboursement demandé	A compléter exclusivement en cas de demande formulée suite à l'ouverture d'une procédure collective		Motif de la demande : jeune entreprise innovante (JEI), PME au sens communautaire (PME), entreprise nouvelle (ENN)	Demande d'imputation sur échéance future		
					Nature de la procédure	Date d'ouverture de la procédure		Typologie d'impôt ou taxe	Date de l'échéance	Montant à utiliser
1	CIC	2018		142						
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

II - Cession de créances lors de l'entrée dans un groupe de sociétés (article 223 A du CGI) créance née du report en arrière des déficits

A remplir par la société membre du groupe et par la société mère et à déposer auprès du service des impôts dont elles dépendent

SIREN de la société tête de groupe													
	Date de clôture de l'exercice de détermination du crédit, de la créance ou de la réduction d'impôt	Date de cession de la créance	SIREN de la société à l'origine de la créance										Montant de la cession
1													
2													
3													
4													
5													

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

III - Transfert de créances à la société absorbante ou bénéficiaire d'un apport

A remplir par la société absorbante ou bénéficiaire d'un apport et par la société absorbée ou apporteuse et à déposer auprès du service des impôts dont elles dépendent

SIREN de la société absorbante ou bénéficiaire des apports											
	nature du crédit, de la créance ou de la réduction d'impôt :	Date de clôture de l'exercice de détermination du crédit, de la créance ou de la réduction d'impôt	Date du transfert de la créance	SIREN de la société à l'origine de la créance							
1											
2											
3											
4											
5											

IV - Reversement de crédit d'impôt (pour les entreprises passibles de l'IS)

	nature du crédit, de la créance ou de la réduction d'impôt :	Date de clôture de l'exercice de détermination du crédit, de la créance ou de la réduction d'impôt	Date du transfert de la créance	Montant du reversement	Intérêt de retard
1					
2					
3					
4					
5					

V – Cadre réservé à l'Administration

Numéro MEDOC :

Cachet du poste comptable

Date et signature

A LUC SUR AUDE

LE 15052019

SIGNATURE

MOUNIER GEORGES

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS



[Handwritten signature]



N° 11084*20

Formulaire obligatoire
(art. 223 du Code général des impôts)

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Totaux à date du service

Exercice ouvert le	01012018	et clos le	31122018	Régime simplifié d'imposition	<input checked="" type="checkbox"/>
Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe				Régime réel normal	<input type="checkbox"/>
Si PME innovantes, cocher la case ci-contre					
Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209-0 B (entreprises de transport maritime), cocher la case					
A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE					
Désignation de la société :			Adresse du siège social :		
1.2.3 SOLEIL SAS					
SIRET	8 0 8 1 3 0 9 6 7 0 0 0 3 3		Mél : cabinet.corrons@corrons.experts-comptables.fr		
Adresse du principal établissement :			Ancienne adresse en cas de changement :		
Place des Marronniers 11190 LUC SUR AUDE					
RÉGIME FISCAL DES GROUPES					
Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires (art 223 A à U du CGI)					
Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante					
Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère :					
SIRET					
B ACTIVITÉ					
Activités exercées		Production d'électricité		Si vous avez changé d'activité, cochez la case	
C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (cf. notice de la déclaration n°2065-SD)					
1 Résultat fiscal	Bénéfice imposable à 33 1/3% ou à 31%*	0	Bénéfice imposable à 28%	Déficit	
Bénéfice imposable à 15 %					
2 Plus-values					
PV à long terme imposables à 15%			Résultat net de la concession de licences d'exploitation de brevets au taux de 15%		
PV à long terme imposables à 19%	Autres PV imposables à 19%		PV à long terme imposables à 0%	PV exonérées (art. 238 quindecies)	
3 Abattements et exonérations notamment entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches					
Entreprise nouvelle, art. 44 sexies		<input checked="" type="checkbox"/>	Jeunes entreprises innovantes, art. 44 sexies-0 A		
Entreprise nouvelle, art. 44 septies		<input type="checkbox"/>	Pôle de compétitivité, art. 44 undecies		
Zone franche d'activité, art. 44 quaterdecies		<input type="checkbox"/>	Zone de restructuration de la défense art. 44 terdecies		
Bassins urbains à dynamiser (BUD), art. 44 sexdecies		<input type="checkbox"/>	Zone franche Urbaine - Territoire entrepreneur, art. 44 octies A		
Société d'investissement immobilier cotée		<input type="checkbox"/>	Autres dispositifs		<input checked="" type="checkbox"/>
Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas)		101 651	Plus-values exonérées relevant du taux de 15%		
4 Option pour le crédit d'impôt outre-mer : dans le secteur productif, art. 244 quater W <input type="checkbox"/> dans le secteur du logement social, art. 244 quater X <input type="checkbox"/>					
D IMPUTATIONS (cf. notice de la déclaration n° 2065-SD)					
1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédits d'impôts					
2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet état, territoire ou collectivité					
E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf. notice de la déclaration n° 2065-SD)					
Recettes nettes soumises à la contribution de 2,5%					
F ENTREPRISES SOUMISES OU DÉSIGNÉES AU DÉPÔT DE LA DÉCLARATION PAYS PAR PAYS CbC/DAC4 (cf. notice du formulaire n° 2065-SD)					
1- Si vous êtes l'entreprise, tête de groupe, soumises au dépôt de la déclaration n° 2258-SD (art. 223 quinquies C-1), cocher la case ci-contre <input type="checkbox"/>					
2- Si vous êtes la société tête de groupe et que vous avez désigné une autre entité du groupe pour souscrire la déclaration n° 2258-SD, indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de l'entité désignée					
3- Si vous êtes l'entreprise désignée au dépôt de la déclaration n° 2258-SD par la société tête de groupe (art. 223 quinquies C-2), cocher la case ci-contre <input type="checkbox"/>					
Dans ce cas, veuillez indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de la société tête de groupe					
G COMPTABILITÉ INFORMATISÉE					
L'entreprise dispose-t-elle d'une comptabilité informatisée ? OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> Si oui, indication du logiciel utilisé TEN*CO					
Vous devez obligatoirement souscrire le formulaire n° 2065-SD par voie dématérialisée. Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2 % prévue par l'article 1738 du CGI. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site www.impots.gouv.fr S'agissant des notices des liasses fiscales, elles sont accessibles uniquement sur le site www.impots.gouv.fr .					
Nom et adresse du professionnel de l'expertise comptable :			Nom et adresse du conseil :		
SARL CABINET CORRONS 8 RUE DU PALAIS 11300 LIMOUX Tél : 04.68.31.43.90			Tél :		
OGA/OMGA	Visueur conventionné	(Cocher la case correspondante)	Identité du déclarant :		
Nom et adresse du CGA/OMGA ou du viseur conventionné :			Date : 15052019 Lieu : LUC SUR AUDE		
N° d'agrément du CGA			Qualité et nom du signataire : PRESIDENT-MOONIER GEORGES		
			Signature :		

* Pour les entreprises avec un exercice ouvert à compter du 1er janvier 2019 et clos en cours d'année 2019, le taux normal d'IS est de 31% (au lieu de 33 1/3%). Dans ce cas précis, le taux d'impôt sur les sociétés appliqué doit être précisé en annexe libre de la liasse fiscale (cf. la rubrique « Nouveautés » de la notice du formulaire n° 2065-SD).



H RÉPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILÉS AUX DIVIDENDES															
Montant global brut des distributions ⁽¹⁾		payées par la société elle-même		a	payées par un établissement chargé du service des titres			b							
Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire (s) ⁽²⁾								c							
Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées								d							
Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci-dessus ⁽³⁾								e							
								f							
								g							
								h							
Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI ⁽⁴⁾								i							
Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI								j							
Montant des revenus répartis ⁽⁵⁾								Total (a à h)							
I RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)															
Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-6 à 6 ann. III au CGI) :		Pour les SARL		Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1, à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.											
										Montant des sommes versées :					
		Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit		Année au cours de laquelle le versement a été effectué		Indemnités forfaitaires		Remboursements		Indemnités forfaitaires		Remboursements			
1		2		3		4		5		6		7		8	
J		DIVERS													
* NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)															
* ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)															
K CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION															
REMUNÉRATIONS					MOINS-VALUES À LONG TERME IMPOSÉES À 15%										
Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DSN et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés ^(a)					2 372					MVLTL restant à reporter à l'ouverture de l'exercice					
										MVLTL imputée sur les PVLTL de l'exercice					
										MVLTL réalisée au cours de l'exercice					
Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages ^(b)										MVLTL restant à reporter					